

**N° DP 25/246**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 10 000 EUROS A L'ASSOCIATION MUSIQUE A LA COUR - CONVENTION D'OBJECTIFS 2025**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la convention d'objectifs annuelle, ci-annexée,

**CONSIDERANT** la demande de subvention présentée par l'association « Musique à la Cour » pour l'année 2024 dont le siège social est à Solliès-Pont, et ayant pour but de générer, développer, promouvoir de l'évènementiel et créer du lien social,

**CONSIDERANT** que les actions de cette association visent à favoriser les échanges culturels à travers la musique, et participent au rayonnement de la Métropole,

**CONSIDERANT** que les actions menées par cette association sur le territoire métropolitain entrent dans le cadre de la politique culturelle et de la politique de la ville en matière de cohésion sociale de la Métropole,

**CONSIDERANT** l'organisation de la 20<sup>ème</sup> édition du Festival International de piano classique « Musique à la Cour » à l'Espace des Arts au Pradet courant août 2025,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ATTRIBUER** une subvention d'un montant de 10 000 € (dix mille euros) à l'association « Musique à la Cour ».

### **ARTICLE 2**

**DE SIGNER** la convention, ci-annexée, avec l'association « Musique à la Cour » en vue de l'attribution d'une subvention de 10 000 € (dix mille euros).

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de l'exercice 2025 opération n°2, article 65748.

La présente Décision sera

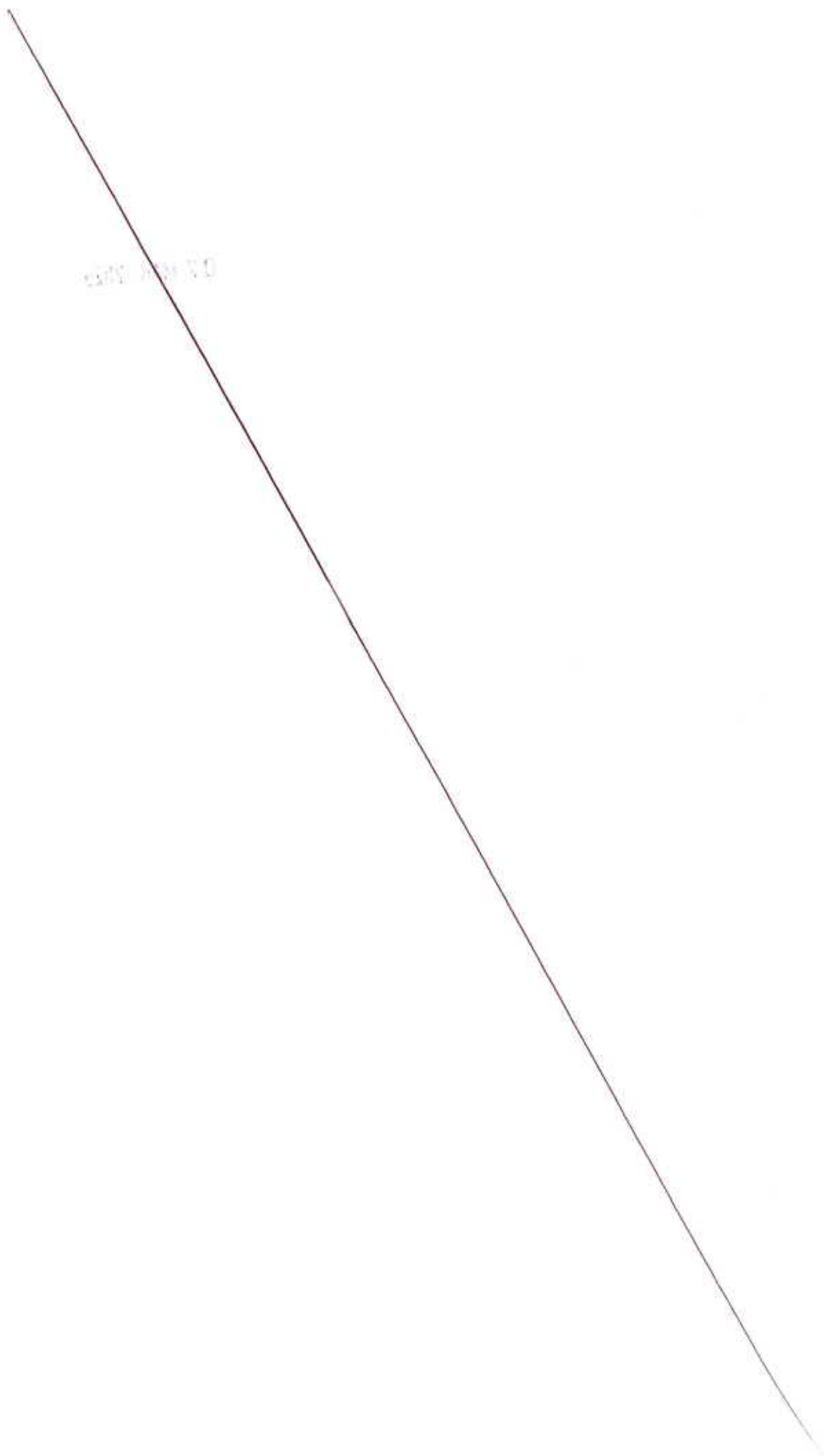
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **07 MAR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





# **Convention annuelle d'objectifs**

**Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision n°25/ en date du

**Ci-Après désignée « La Métropole »**

**Et**

- L'association MUSIQUE A LA COUR régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège 12, Rue Guibaud – 83210 SOLLIES-PONT, représentée par son Président dûment mandaté, Monsieur René LONG habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés

**Ci-Après désigné « L'Association »**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Considérant le maintien et le développement des activités ayant un caractère culturel ou social, il est important d'aider au développement des actions menées par l'association « Musique à la Cour ».

L'association a pour objectif de gérer, développer, promouvoir de l'événementiel et de créer du lien social par la musique (concerts, représentations scéniques etc...).

Dans le cadre de l'organisation du festival international de piano « Musique à la Cour » à l'Espace des Arts au Pradet, l'association va promouvoir la musique en permettant au public pradétan mais aussi à tous les habitants de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de venir assister dans à des concerts de piano.

Cette action entre dans la compétence culture, mais également de la compétence de la politique de la ville en matière de cohésion sociale de la Métropole.

Pour toutes ces raisons, il a été décidé de soutenir financièrement l'association « Musique à la Cour ».

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.  
Elle est conclue au titre de l'année 2025.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

## **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association MUSIQUE A LA COUR à hauteur de 10 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal de l'exercice 2025 opération n°2 article 65748.

## **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La participation financière de 10 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un versement de 10 000 euros, à la notification de la convention.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION**

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une subvention comprise entre 23 et 75 000 euros*).

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion



## **ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET**

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.



## **ARTICLE 11 : RENOUELEMENT**

La convention est conclue pour une durée d'un an Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.  
En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.  
Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.  
En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.  
Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

## **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

## **ARTICLE 15 : ANNEXE**

La présente convention comporte une annexe :

- Budget prévisionnel de l'action

Fait à Toulon, le

Le Président de l'Association  
MUSIQUE A LA COUR

**René LONG**

Le Président de la Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

**Jean-Pierre GIRAN**

# Votre dossier

## Informations complémentaires

### Informations complémentaires

Type de subvention : **Subvention d'action**

Description de l'action : **Festival international de piano classique avec 9 concerts sur 6 jour en août**

Nom de l'action : **Festival "Musique à la cour"**

Nombre d'adhérents : **98**

Date de la dernière modification des statuts : **28/02/2009**

Déclarée en préfecture le : **17/02/2009**

## Budget prévisionnel

Millésime : **Année 2025**

### Charges

		Coût prévu
<b>60 - Achats</b>		<b>3 500,00 €</b>
Achats matières et fournitures	TTC	2 500,00 €
Autres fournitures	TTC	1 000,00 €
<b>61 - Services extérieurs</b>		<b>6 050,00 €</b>
Locations	TTC	4 000,00 €
Entretien et réparation	TTC	1 350,00 €
Assurance	TTC	700,00 €
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		<b>5 623,00 €</b>
Publicité, publication	TTC	3 473,00 €
Déplacements, missions	TTC	2 000,00 €
Services bancaires, autres	TTC	150,00 €

		Coût prévu
<b>64 - Charges de personnel</b>		<b>32 000,00 €</b>
Rémunération des personnels	TTC	21 000,00 €
Charges sociales	TTC	11 000,00 €
<b>67 - Charges exceptionnelles</b>		<b>300,00 €</b>
Charges exceptionnelles	TTC	300,00 €

## Produits

		Financement prévu
<b>73 - Dotations et produits de tarification</b>		<b>25 000,00 €</b>
Dotations et produits de tarification		25 000,00 €
<b>74 - Subventions d'exploitation</b>		<b>18 000,00 €</b>
Métropole TPM		10 000,00 €
Conseil(s) Départemental(aux)		3 000,00 €
Communes		5 000,00 €
<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>		<b>4 000,00 €</b>
756 - Cotisations		2 000,00 €
758 - Dons manuels		2 000,00 €
<b>76 - Produits financiers</b>		<b>473,00 €</b>
Produits financiers		473,00 €

**TOTAL CHARGES : 47 473,00 € TTC**

**TOTAL PRODUITS : 47 473,00 €**